

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2020 : LE CAMEROUN S'ACCOMODE DE SON SCORE DE L'ANNEE 2019.

Yaoundé, le 28 janvier 2021, Transparency International (TI) publie ce jour les résultats de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2020, noyé sous le prisme de la corruption dans les systèmes de santé minés par la pandémie de la COVID-19, qui sévit dans le monde entier depuis le début de l'année 2020.

L'indice révèle que les pays ayant un score élevé sont ceux qui disposent d'une meilleure couverture santé universelle et qui sont en mesure de gérer efficacement une crise sanitaire.

L'indice 2020 classe 180 pays et territoires selon leur niveau de perception de la corruption du secteur public d'après des experts et des hommes d'affaires sur une échelle allant de 0 (perçu comme très corrompu) à 100 (perçu comme très peu corrompu). Le Danemark et la Nouvelle Zélande occupent une fois de plus le premier rang avec une légère amélioration du score 88 points par rapport à l'année 2019, 87. La Syrie, la Somalie et le Sud Soudan quant à eux conservent leurs dernières places malgré une légère amélioration de leurs scores respectivement 14, 12, 12 points par rapport à l'IPC 2019 13, 12 et 9.

Cette année 26 pays ont amélioré de manière significative leur score notamment l'Equateur (39), la Grèce (50), la Russie (30), etc.

Tandis que 22 pays ont vu leur score régresser c'est le cas de la Bosnie Herzégovine (35), le Guatemala (25), le Nigéria (25), le Malawi (30), etc.

Plus de la moitié des pays classés totalise un score inférieur à 50 depuis près d'une décennie ce qui indique un blocage constant des gouvernements à stopper les causes profondes de la corruption.

La situation du Cameroun

Le Cameroun maintient son score de l'année 2019 qui était déjà de 25/100 pour un classement à la 149^e place sur 180. Ce classement montre à suffisance l'incapacité du Cameroun à lutter de manière efficace contre la corruption. La gestion approximative de la pandémie du Coronavirus n'aura pas permis, une fois de plus aux institutions de lutte contre la corruption et la promotion de l'éthique mises en place par le gouvernement d'assurer une veille adaptée dans la gestion de la pandémie et répondre de manière efficace et efficiente aux besoins des populations. Au regard des nombreux scandales observés dans la société camerounaise depuis plusieurs années notamment les détournements de fonds, les fraudes en tous genres, le népotisme, les pots de vin etc...

Il est plus qu'urgent pour le Cameroun de ratifier la Convention de l'Union Africaine contre la corruption, d'appliquer effectivement l'article 66 de la Constitution sur la déclaration des biens et avoirs, de publier le Décret d'application de la Loi de Juillet 2018 portant Code de Transparence et d'adopter une loi visant à la protection des lanceurs d'alerte, des militants anticorruption et des journalistes rapportant des cas de corruption. Au-delà de la mauvaise gestion de la pandémie du Covid 19, l'instabilité dans les régions du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et du Nord affecte également négativement l'image du Cameroun et influence son classement.

A propos de Transparency International-Cameroon (TI-C)

Transparency International-Cameroon (TI-C) est la section camerounaise du mouvement International Transparency International. Créée en 2000, par quelques personnalités, parmi lesquelles son Président actuel, Me NJOH MANGA BELL Henri. Elle travaille en étroite collaboration avec les organisations

internationales, le secteur privé, et les partenaires publics. Elle mène une lutte acharnée contre la corruption, le respect de la démocratie et la bonne gouvernance au Cameroun.

Le Président

Me NJOH MANGA BELL Henri

Contacts

Stéphanie Christelle ANYOU (Responsable communication TI-C) : +237 695 06 69/ 650 69 72 02

Email : stephanieobam@ti-cameroun.org

TI-C : (+237) 243 156 378

Site internet : www.ti-cameroun.org